

Le messianisme botté

Au lendemain de la chute du mur de Berlin, trois visions du monde vont chercher à s'affirmer. La première qui apparaît triomphante est la vision libérale. Elle croit en l'interdépendance

et la culture au détriment des logiques nationales. La deuxième qui semble en déclin est la vision souverainiste. La troisième est enfin la vision culturaliste du monde. Elle prend acte du fait que les idéologies nationales classiques sont en déclin et croit donc à l'émergence d'identités transnationales. En ce sens, elle intègre les conséquences de la mondialisation. Mais elle est en même temps très peu libérale, car elle estime que les référents culturels sont amenés à s'affronter. C'est la thèse de la guerre des cultures. Or, si l'on compare la seconde guerre du Golfe à la première, on est frappé par la profondeur des changements. En 1991, on croyait clairement en la possibilité de voir un monde libéral se mettre en place sur la base de trois principes : le consensus entre grandes puissances, le respect de grandes règles de droit, la propension de certaines valeurs comme le fameux droit d'ingérence humanitaire. Certes, la réalité du monde était bien plus complexe que cela. Sans pétrole au Koweït, les Etats-Unis ne seraient jamais intervenus. Et c'est leur présence militaire en Arabie saoudite qui donnera naissance au phénomène Ben Laden dont l'impératif est de chasser les Etats-Unis des lieux saints. Par ailleurs, le lâchage des chiites en 1991 sans que les Etats-Unis interviennent montrait que le réalisme reprenait très vite ses droits. Au-

jourd'hui, le doute n'est plus permis. Au grand dam de l'Europe dont la marque de fabrique et le fonds de commerce sont « l'idéal libéral », le monde dans lequel nous plonge l'administration Bush est un « monde souverainiste » très éloigné de l'idéal libéral, mais en revanche prêt à épouser les critères d'une guerre des civilisations. Certes, les Etats-Unis continuent à croire aux valeurs libérales, puisque c'est au nom de ces valeurs qu'ils veulent apporter la démocratie à l'Irak. Mais ce « messianisme botté » n'a rien de libéral. D'abord, parce qu'il s'appuie sur la force pour s'imposer. Ensuite, parce qu'il n'a été présenté que

comme la seule grande force libérale. Enfin, les doctrinaires conservateurs qui dirigent Washington sont idéologiquement antilibéraux. C'est leur haine du libéralisme politique qui les motive. Ils sont non seulement très différents des démocrates, mais ils sont en rupture avec les républicains qui entouraient Bush senior. Le grand changement vient du fait que les Etats-Unis ne prétendent plus défendre un ordre mondial. Ils disent qu'ils défendent avant tout leurs propres intérêts.

Toute la question est de savoir si cette tendance antilibérale qui désormais domine la politique américaine est de

Il est difficile de croire que les Etats-Unis vont exporter la démocratie en Irak, quand on voit à quel point ils sont prêts à faire fi des principes de la démocratie internationale.

nature conjoncturelle ou structurelle. En fait, si l'on regarde l'évolution de ces dix dernières années, on constatera que la montée de l'antilibéralisme aux Etats-Unis est une donnée structurelle. Simplement, la force de personnalités comme Clinton est de l'avoir contenue non sans habileté. Certes, entre-temps le 11 septembre a fait son œuvre. Il a fait naître un sentiment de peur que les Etats-Unis cherchent à vaincre grâce à une politique préventive. Le danger de cette situation nouvelle réside dans la combinaison de deux visions explosives : la vision souverainiste dont nous venons de parler et la vision culturaliste, qui joue sur l'idée d'une guerre des civilisations. Certes, les néoconservateurs américains sont en théorie fondamentalement hostiles à cette thèse. Ils disent au contraire qu'il n'y a pas de raison que le monde musulman reste en dehors du champ démocratique

mondial. Mais ce message universaliste masque délibérément deux enjeux essentiels. Le premier est que la démocratie ne s'impose pas, et encore moins par les baïonnettes et les canons. Si les Etats-Unis avaient été historiquement une puissance coloniale, ils auraient compris cela.

Au demeurant, il suffit de voir ce qui se passe en Afghanistan pour comprendre ce qui peut se passer en Irak. Aujourd'hui, le président afghan ne peut plus sortir de la capitale et les talibans reconstituent progressivement leurs forces, dans une grande indifférence et notamment celle des Etats-Unis. Par ailleurs, ces derniers savent parfaitement que sans engagement dans le problème israélo-palestinien, la crédibilité politique des Etats-Unis dans la région restera très faible. Les chances de voir émerger un Irak démocratique paraissent ténues même à moyen terme. L'hypothèse la plus probable est à court terme la mise en

place d'un gouvernement central faible très tributaire des Etats-Unis. Dans un premier temps, cette solution arrangera aussi bien les Kurdes que les chiites. Les premiers pour atténuer la position turque. Les seconds pour se préparer politiquement à dominer l'Irak. Mais, à moyen terme, le statu quo paraît improbable. Inévitablement, les Kurdes cherchent à pousser leur avantage pour récupérer une partie au moins de la rente pétrolière du Nord. Quant aux chiites, ils savent que le temps joue pour eux. A la fois parce qu'ils ont le

nombre pour eux, mais aussi parce qu'ils disposent d'une structure de pouvoir souterraine forte grâce au clergé chiite. De sorte que les Etats-Unis auront le choix à terme entre soit une présence militaire durable, soit la mise en place d'un régime central fort capable de contenir les Kurdes et d'empêcher la prise de pouvoir à Bagdad d'un pouvoir chiite, dont on voit d'ores et déjà le registre sur lequel il jouera : l'occupation des lieux saints de l'islam chiite (Najaf, Kerbala) par les troupes américaines. C'est alors la guerre des civilisations qui resurgira dans l'Irak de l'après-Saddam. Certes, on pourra comme le font certains flatter démagogiquement les traditions du peuple irakien, la valeur de ses hommes, etc. Mais tout ceci n'a pas grand sens. Dans une société où toutes les médiations ont été détruites par un régime totalitaire classique, la démocratie ne s'impose pas. Et la qualité des peuples n'a rien à voir là-dedans. Il faut par ailleurs toujours avoir à l'esprit cette différence essentielle quand on parle de démocratie entre la démocratie comme procédure et la démocratie comme culture. La démocratie procédurale consiste à mettre en place un cadre formel institutionnel permettant l'organisation ultérieure d'élections et la mise en place d'un Etat de droit. La démocratie comme culture est un processus beaucoup plus lent et long qui passe par une intériorisation des règles et de normes démocratiques. La première dimension de la démocratie peut être proposée de l'extérieur. La seconde ne s'importe pas.